Affaire T-65/92

Monique Arauxo-Dumay contre Commission des Communautés européennes

« Fonctionnaires — Mesure de cessation définitive des fonctions —
Pension de survie — Mariage ne satisfaisant pas
à la condition d'antériorité exigée par le statut »

Arrêt du Tribunal (quatrième chambre) du 17 juin 1993 II - 598

Sommaire de l'arrêt

1. *Fonctionnaires — Pensions — Pension de survie — Condition d'antériorité du mariage — Prise en compte des situations de cohabitation ou de concubinage — Exclusion*
(Statut des fonctionnaires, annexe VIII, art. 17 bis et 20; règlement du Conseil n° 3518/85, art. 4, § 8)
2. *Fonctionnaires — Devoir de sollicitude incombant à l'administration — Limites — Interprétation d'une disposition statutaire allant à l'encontre de son libellé — Inadmissibilité*

1. La condition de l'antériorité du mariage prévue tant par les articles 17 bis et 20 de l'annexe VIII du statut, que par l'article 4, paragraphe 8, du règlement n° 3518/85 instituant, à l'occasion de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, des mesures particulières concernant la

cessation définitive de fonctions, pour l'ouverture, au profit du conjoint survivant, du droit à une pension de survie, se réfère à la situation de personnes ayant formellement contracté un mariage civil reconnu par la loi, avec tous les droits et obligations qui en découlent. Il n'appar-

tient pas au Tribunal d'élargir l'interprétation juridique des termes précis utilisés par les dispositions en cause afin d'inclure dans la notion de mariage des situations de cohabitation ou de concubinage. Toute extension de cette notion entraînerait une modification des bases juridiques sur lesquelles ces dispositions sont fondées, avec les conséquences juridiques et financières importantes qui en résulteraient tant pour les Communautés

que pour les tiers. Une modification de cette ampleur ne saurait être opérée que par le législateur communautaire, s'il l'estime nécessaire.

2. Le devoir de sollicitude ne saurait conduire l'administration à donner à une disposition communautaire une interprétation qui irait à l'encontre des termes précis de cette disposition.

ARRÊT DU TRIBUNAL (quatrième chambre)

17 juin 1993 *

Dans l'affaire T-65/92,

Monique Arauxo-Dumay, veuve de Louis Dumay, ancien fonctionnaire de la Commission des Communautés européennes, demeurant à Saint-Flovier (France), représentée par M^e Georges Vandersanden, avocat au barreau de Bruxelles,

partie requérante,

contre

Commission des Communautés européennes, représentée par M. Joseph Griesmar, conseiller juridique, en qualité d'agent, ayant élu domicile à Luxembourg auprès de M. Nicola Anecchino, membre du service juridique, Centre Wagner, Kirchberg,

partie défenderesse,

ayant pour objet l'annulation de la décision de la Commission des Communautés européennes, portée à la connaissance de la requérante par lettre du 16 décembre 1991, lui refusant le bénéfice d'une pension de veuve et ayant pour conséquence

* Langue de procédure: le français.